

La Chine veut lutter "à la vie à la mort" au Tibet

NOUVELOBS.COM | 19.03.2008 | 08:22

"Nous sommes au coeur d'un combat féroce mêlant le sang et les flammes, une lutte à la vie à la mort contre la clique du dalaï-lama", a dit le secrétaire du Parti communiste au Tibet.



Manifestation devant l'ambassade de Chine à Paris, le 14 mars (Sipa)

Les autorités chinoises au Tibet ont prévenu mercredi 19 mars qu'elles mèneraient une lutte "à la vie à la mort" contre les partisans du dalaï-lama alors qu'elles poursuivent leurs efforts pour éteindre les foyers de la contestation dans l'ouest du pays.

"Nous sommes au coeur d'un combat féroce mêlant le sang et les flammes, une lutte à la vie à la mort contre la clique du dalaï-lama", a dit le secrétaire du Parti communiste au Tibet, Zhang Qingli, lors d'une téléconférence avec les dirigeants de la région autonome.

"Les dirigeants du pays tout entier doivent comprendre la difficulté, la complexité et les implications à long terme de cette lutte", a-t-il dit dans des propos relayés par le site China Tibet News.

Le pouvoir central tient à mater rapidement les violences et à rétablir la stabilité avant l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, le 8 août, censés symboliser la prospérité et l'unité de la Chine.

105 manifestants se sont rendus

Selon les médias chinois, 105 personnes se sont livrées à la police pour avoir pris part aux manifestations de la semaine dernière à Lhassa, la capitale du Tibet, manifestations qui ont dégénéré et dont le pouvoir chinois accuse le dalaï-lama d'être directement responsable.

Officiellement, les violences de la semaine dernière ont fait 13 morts dans la capitale tibétaine. A Dharamsala, dans le nord de l'Inde, où le dalaï-lama s'est exilé en 1959, ses proches avancent un bilan de 99 morts, dont 19 dans la seule journée de mardi.

Mais il est impossible de vérifier ces affirmations contradictoires: le Tibet est fermé aux journalistes étrangers sans accréditation spécifique. Le Club des correspondants étrangers en Chine a dit avoir été informé d'une trentaine d'incidents au cours desquels des journalistes se sont heurtés à des obstacles alors qu'ils tentaient de se rendre dans les provinces occidentales du pays.

HRW réclament des observateurs internationaux

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, basée à New York, a réclamé des autorités chinoises qu'elles ouvrent le Tibet à des observateurs internationaux. Elle demande aussi la publication des noms des personnes placées en détention.

"Compte tenu des pratiques de torture des activistes politiques par les forces de sécurité chinoises, anciennes et décrites de façon détaillée, il y a tout lieu de redouter pour la sécurité des personnes récemment placées en détention", a dit Brad Adams, directeur pour l'Asie de Human Rights Watch.

"Ce n'est qu'en autorisant l'accès à des observateurs indépendants que la Chine pourra rassurer le monde sur le fait que ces détenus ne sont ni torturés, ni mal traités", a-t-il poursuivi dans un communiqué. Alors que des informations font état d'un retour à la normale à Lhassa, des groupes pro-Tibet établis à l'étranger indiquent pour leur part que des incidents se poursuivent dans des villes et villages majoritairement tibétains de l'ouest de la Chine.

"Epicentre des mensonges"

Selon le collectif Free Tibet Campaign, qui dit s'appuyer sur des sources indépendantes, une manifestation pacifique s'est déroulée à Gannan, une ville de la province de Gansu.

Le Centre tibétain pour les droits de l'homme et la démocratie, installé à Dharamsala, a signalé de son côté des troubles dans une région tibétaine de la province du Sichuan. Les forces de l'ordre, ajoute-t-il, auraient ouvert le feu sur les manifestants.

Un journaliste de Reuters dans le Sichuan a rapporté qu'un camp militaire avait été installé sur une route menant à Lithang, une ville où les Tibétains sont majoritaires. Selon un habitant de cette ville, le monastère local serait encerclé par les militaires et plusieurs Tibétains auraient été arrêtés.

Le dalaï-lama, directement mis en cause par le Premier ministre chinois Wen Jiabao, a appelé à la fin des violences et s'est dit prêt mardi à démissionner de la tête du gouvernement tibétain en exil si cela pouvait contribuer à mettre un terme aux effusions de sang.

Mais l'agence officielle de presse Chine nouvelle, reprenant la dialectique du pouvoir chinois, présente mercredi Dharamsala comme "l'épicentre des mensonges". "La clique du dalaï-lama, écrit-elle, a maintenu par différents canaux des contacts en temps réel avec les émeutiers de Lhassa, a dicté ses instructions à ses partisans extrémistes et synchronisé leurs actions." (Reuters)